

## Quand Emmanuel Macron reçoit Beata Szydlo : Paris et Varsovie se réconcilieront-ils sur le dos de la Russie ou de l'Allemagne ?



La visite de Beate Szydlo à Paris risque d'être très compliquée dans un contexte où le projet européen d'Emmanuel Macron est mis en péril par les déboires nationaux d'Angela Merkel et où son dernier passage à Varsovie n'a pas laissé de bons souvenirs.

Avec Florent Parmentier
Avec Cyrille Bret

**Atlantico : Ce jeudi 22 novembre, Emmanuel Macron recevra Beata Szydlo, Première ministre de la République de Pologne, faisant suite à un climat de crispation entre les deux pays datant du mois d'août dernier, lorsque le président français avait notamment déclaré "La Pologne n'est en rien ce qui définit le cap de l'Europe". Sur quelles bases les deux dirigeants pourraient-ils se réconcilier ?**

**Florent Parmentier :** Sur l'échiquier politique, on ne peut imaginer une opposition aussi caractérisée : Emmanuel Macron représente un courant europhile de la vie politique française, dont l'objet est de permettre une adaptation de son pays au contexte économique international ; en un mot, il incarne une forme de modernisme, de velléité humaniste dans un pays où l'Europe a été ces dernières années l'objet de vives critiques. En face, Beata Szydlo se trouve dans un pays où la croissance a été vigoureuse depuis plusieurs années, où la population reste majoritairement europhile, mais dont le gouvernement revient sur un certain nombre d'acquis démocratique du premier quart de siècle depuis la chute du régime communiste. Discours des vainqueurs de la mondialisation d'un côté, des vaincus de la transition de l'autre ; volonté de relance européenne d'un côté, diatribe anti-bruxelloise de l'autre. Difficile d'imaginer des positionnements plus différents. Emmanuel Macron se situe dans une lignée qui est celle de Donald Tusk, l'ancien Premier Ministre polonais et ennemi juré du gouvernement actuel.

En outre, la vente annulée des hélicoptères de type Caracal d'Airbus en octobre 2016 a laissé des traces, notamment parce que ce contrat de 3,1 milliards d'euros était perçu comme une compensation de l'annulation du contrat franco-russe des navires BPC. L'actuel Ministres de l'Europe et des Affaires étrangères était alors aux premières loges pour assister à ce retournement. Les récentes passes d'armes sur les travailleurs détachés ou l'accueil des migrants n'ont évidemment rien arrangé.

Enfin, alors qu'Emmanuel Macron se distinguait pendant la campagne par un certain éloignement vis-à-vis de la Russie comparé à ses rivaux immédiats (Le Pen, Fillon et Mélenchon), il a fait preuve au pouvoir d'un pragmatisme qui a pu faire grincer des dents en Pologne. La question russe est évidemment centrale vue de Pologne.

**Cyrille Bret :** Les tensions entre la France et la Pologne sont comme leurs sujets de convergence : beaucoup plus anciens que l'élection d'Emmanuel Macron. Les obstacles à surmonter entre ces pays alliés et amis depuis longtemps sont considérables mais pas insurmontables. Premièrement, dans le domaine de la construction européenne, la Pologne du PiS propose un agenda clairement axé

---

sur la souveraineté des Etats : réduction du rôle de la Commission, limitation de la bureaucratie européenne, etc. Cela s'est manifesté dans la question de la répartition des réfugiés : Bruxelles l'a fait adopter au nom de la solidarité européenne et Varsovie l'a refusé au nom de la souveraineté nationale. Deuxièmement, concernant les travailleurs détachés : Varsovie veille à ce que ces travailleurs puissent continuer à alimenter son économie nationale alors que Paris a pour priorité d'éviter les mesures trop défavorables à ses travailleurs nationaux. Le coup de sang d'Emmanuel Macron contre le gouvernement polonais est le symptôme de ces divergences. Mais des pistes de coopération sont identifiées : Varsovie et Paris partagent la même analyse de l'activisme russe dans la Baltique et contribuent grandement à la sécurité collective du continent. La réactivation du Triangle de Weimar basé sur la coopération militaire entre Paris, Berlin et Varsovie est la principale de ces pistes. Mais la France ne doit pas oublier que la Pologne est une grande économie moderne et particulièrement dynamique : elle recèle nécessairement des opportunités pour la France. Sans oublier la célébration du centenaire de Marie Curie.

Dans un contexte de blocage européen conséquence du coup d'arrêt des négociations allemandes en vue de la formation d'une coalition, et d'affaiblissement probable d'Angela Merkel, quels pourraient être les "nouveaux" enjeux à traiter entre France et Pologne, et plus largement, dans l'approche française de l'Europe centrale et du groupe de Visegrad ?

**Florent Parmentier** : Alors que l'on pensait Angela Merkel sûre de sa réélection et de sa capacité à rassembler une large coalition, le coup d'arrêt qu'elle vient de subir prend à contrepied Emmanuel Macron et ses envies de relance européenne.

Pour les raisons évoquées précédemment, le rapprochement de la France de LREM et de la Pologne du PiS ne se fera pas sur la base du projet politique européen. Elle ne se fera pas non plus sur une ligne d'opposition dure à la Russie, dans la mesure où la position française a évolué sur la Syrie, dossier essentiel au Moyen-Orient, et que les agriculteurs français font partie des perdants du régime de sanctions contre la Russie.

Dès lors, le rapprochement pourrait venir, avec la Pologne, de discussions sur le futur de la Politique agricole commune, et peut-être sur les sujets digitaux cher au Président français – même si nos intérêts n'y sont pas exactement les mêmes des deux côtés. Naturellement, il conviendra également les liens entre les sociétés civiles des deux pays, notamment en matière culturelle.

**Cyrille Bret** : Si la position intérieure de la Chancellerie est inhabituellement exposée, elle n'en conserve pas moins une force et une influence majeure en Europe. Pour le moment, l'Allemagne avait veillé à ménager l'Europe centrale et avait laissé à la France le rôle de « maître d'école » européiste. Un retrait durable de l'Allemagne en raison de ses difficultés intérieures créerait à la France l'obligation de se doter d'une politique plus réaliste en Europe orientale.

**Alors qu'Emmanuel Macron semble actuellement bloqué par ce contexte allemand dans la perspective de son ambition d'une Europe politique, est-il encore possible de s'entendre avec le Pologne et l'Europe centrale sur ces questions ? L'apparente opposition est-elle irréductible ?**

**Florent Parmentier** : Le groupe de Visegrad n'est pas un bloc homogène ; la Pologne en est le plus avec le plus de poids, mais tchèques, slovaques et hongrois ont leurs propres priorités. Ils ont une volonté commune de peser ensemble sur un certain nombre de dossiers, mais il faut écouter le Président tchèque Milos Zeman qui déclarait vouloir en terminer avec les sanctions, emmenant dans son avion 140 chefs d'entreprises en Russie, contre seulement 14 lors de sa venue en France. Une telle position est partagée par le Premier Ministre hongrois Viktor Orban, mais serait inaudible en Pologne.

Pour emporter une partie du groupe de Visegrad, il faudra peut-être cliver et mettre sur la table le projet d'une Europe à plusieurs vitesses – qui pourrait inclure la Slovaquie qui se trouve dans l'euro, mais marginaliserait peut-être les autres pays. Il n'est toutefois pas interdit de rechercher des compromis sur les points évoqués dans la question précédente.

**Cyrille Bret** : Pour le moment, le projet politique d'Emmanuel Macron est difficilement compatible avec les lignes politiques des gouvernements souverainistes au pouvoir en Hongrie, en Slovaquie et en Pologne. Le V4 est explicitement sur des positions anti-fédéralistes impossibles à soutenir pour le président Macron. Mais nous n'en sommes qu'au début du quinquennat : l'Europe centrale et orientale est généralement éclipsée, dans les premiers temps, par le couple franco-allemand. Elle l'est également par le Brexit. C'est souvent plus tard, dans la construction de coalitions internes à l'Europe pour des politiques précises que les convergences peuvent se manifester.